

**2<sup>E</sup>** **CONSEIL  
POLITIQUE  
NATIONAL**

**COMPTE-RENDU**

**20 et 21 juin 2009**

# SOMMAIRE

**PAGE 3**

La situation politique après les élections européennes + amendement Monique + motion Maria.

**PAGE 7**

Après les résultats des élections européennes, changer de cap (résolution présentée par le courant Convergences et alternative).

**PAGE 9**

Campagne du NPA: Un emploi stable et bien rémunéré pour tous et toutes

**PAGE 11**

Structuration et fonctionnement: récapitulatif des propositions.

**PAGE 11**

Motion féministe.

**PAGE 12**

Élection des commissions.

**PAGE 13**

Dossier DOM-TOM.

**PAGE 23**

Résolution adoptée: Le NPA et les dernières colonies françaises (DOM-TOM).

# LA SITUATION POLITIQUE APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

1. Le premier élément marquant de ces élections est l'abstention. 60 % du corps électoral n'a pas participé au scrutin soit plus de 26 millions d'inscrits. Les premières études montrent une sociologie, une géographie, et une démographie particulières : près des trois-quarts des 18/25 ans ne se sont pas déplacés, une écrasante majorité des classes populaires, en particulier les ouvriers, n'ont pas voté ; les périphéries urbaines se sont abstenues lourdement ; là encore près des trois quart d'abstention dans une série de communes ouvrières significatives. Cette abstention massive est un phénomène européen. Il touche tous les pays de l'Union, de l'ouest comme de l'est, les nouveaux entrants se signalant par des taux d'abstention encore plus forts. Ceux-ci n'expriment pas seulement un désintérêt mais aussi pour partie un rejet de la construction actuelle de l'Europe ainsi rendue illégitime : l'Europe capitaliste de Bruxelles n'est ni sociale, ni solidaire, ni démocratique. Elle ne protège pas de la crise, elle l'accélère. Elle se construit dans le dos des peuples et contre les volontés populaires exprimées lors de referendum. L'union européenne sort de cette élection frappée par une illégitimité démocratique. Ceux et celles qui paient les premiers les frais de la crise forment les gros bataillons de l'abstention. On peut donc l'interpréter comme l'expression d'une colère et d'un rejet à la fois de la crise du système capitaliste, des gouvernements européens, et des institutions européennes mais que nous ne sommes pas parvenus à faire s'exprimer en positif. Ce climat abstentionniste a été entretenu par le pouvoir, peu combattu par le PS. La campagne officielle a été une caricature. Une inégalité grotesque de répartition du temps (le PRG 20 min...sans liste et sans consigne de vote !) a été organisée par le CSA. Pas de débat contradictoire sauf le jeudi avant le scrutin qui a vu s'affronter Bayrou et Cohn-bendit dans un sommet de politique politicienne...Tout pour éloigner encore plus électeurs et électrices. En France, comme ailleurs, on a donc peu utilisé le bulletin de vote pour exprimer sa révolte, ce qui a évidemment joué un rôle dans notre campagne et sur notre score.

2. Cette abstention s'explique également par le contexte social. Une élection européenne entre le 29 janvier et le 19 mars n'aurait pas eu le même ré-

sultat tant en dynamique sociale de campagne qu'en résultat politique. Or, à partir du 1 mai, nous avons connu une inversion de la courbe ascendante de la mobilisation dont les directions syndicales portent l'essentiel de la responsabilité. Sciemment les mobilisations ont été décommandées ; sciemment la crise a été désinvitée de la campagne. Au plus grand bénéfice de Nicolas Sarkozy. Pourtant de nombreuses luttes ont continué à s'exprimer. Que l'on pense aux Continental, Caterpillar, Good Year .. ; et beaucoup d'autres qui se battent pied à pied contre les licenciements. Dans certaines boîtes, des succès ont d'ailleurs étaient remportés même si c'est ce cas de figure n'est majoritaire loin s'en faut. Les universités, le secteur de l'énergie connaissent la plus longue grève de leur histoire, dans les hôpitaux des mobilisations fortes s'expriment. Mais toutes ces luttes sont isolées, éparpillées et manquent de débouché d'ensemble. D'un mouvement prolongé de grèves et de manifestations. D'une marche contre les licenciements par exemple. Qui toutes deux ne peuvent jouer leur rôle de construction d'un rapport de force réel, que si elles sont impulsées par des cadres unitaires et des équipes syndicales. Les problèmes posés par la construction de telles mobilisations font l'objet d'un point particulier au CPN.

3. Les résultats expriment également une poussée des droites et une crise très profonde de la social-démocratie. Victoires de la droite dans les principaux pays de l'Union : Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie, Pologne...et poussée de formation populiste, nationaliste ou d'extrême droite : Pays-Bas, RU, Italie, Autriche, Hongrie...Le FN n'a pas disparu du paysage et a réussi à réélire certains de leurs députés. La crise économique peut permettre une nouvelle éclosion de l'extrême droite ce qui implique de suivre sérieusement ce phénomène. En France Sarkozy veut profiter de l'occasion pour pousser les feux sur les contre-réformes annoncées : travail du dimanche, réforme des territoires, éducation, retraites... alors que la victoire de l'UMP claironnée dans les médias n'est pas si évidente. L'UMP arrive en tête mais se trouve très isolée, sans réserve, sans alliés...si ce n'est la faiblesse des adversaires. Cette poussée de la droite européenne est évidemment à mettre en rapport avec l'abstention. Lorsque les plus fortunés, les plus âgés votent massivement alors que les autres

ne se déplacent pas, le résultat est connu d'avance. Mais au delà de ce phénomène, la crise économique pour l'heure ne déstabilise pas la droite, qui parvient à faire voter sa clientèle, alors que la social-démocratie incapable de se dégager du libéralisme et d'incarner une alternative de politique économique paie le prix de ses compromissions. Le PSE a été le moteur de la construction européenne actuelle en particulier depuis la présidence de commission de Delors. A ce titre elle porte la co-responsabilité (avec le PPE) de l'Europe telle qu'elle s'est construite de l'Acte unique au traité de Lisbonne. Elle a créé un monstre anti-démocratique et anti-social. Qui aujourd'hui la dévore. Incapable de structurer un discours oppositionnel conséquent, elle subit partout en Europe des revers et devient fragile face à l'émergence de constructions politiques nouvelles de type « démocrate » ou écologique qui lui dispute le centre-gauche et l'appelle à se dépasser à l'italienne vers des formations « démocrates à l'américaine ». Risquons le pari que s'exprime ici une tendance lourde en France comme en Europe.

4. La poussée verte, forte en France, mais également présente dans d'autres pays de l'Union, est en fait l'événement de cette campagne. Un événement qui s'est construit dans les derniers jours de la campagne sur fond de polémique avec le MODEM. Dans ce vote, il y a d'abord une confirmation : l'émergence de l'écologie comme une des questions fondamentales du XXI siècle. Les électeurs ont considéré cette question comme déterminante et l'Europe comme une échelle pertinente pour la transformation écologique de la planète. L'union des écologistes réalisés par Cohn-Bendit était habile et parfaitement adaptée à cette élection (Eva Joly, Bové...). En revanche, faute de débats contradictoires, c'est une véritable entourloupe qui s'est produite. C'est le courant le plus libéral, le plus investi dans les institutions européennes, qui capte cette préoccupation en jouant sur une fausse radicalité mais en défendant un aménagement écologique du capitalisme. Pourtant on ne peut être écologiste sans remettre en cause radicalement le système capitaliste. L'écologie radicale est la seule capable de faire face à la catastrophe qui menace la planète. Il s'agit de lui donner une place centrale et une meilleure visibilité dans notre orientation générale et dans notre profil. Par ailleurs l'union des écologistes a profité de la

crise du PS, de la bourde de Bayrou pour gagner pour cette élection la bataille du centre-gauche. La géographie du vote (les centre-villes) est éclairante de ce point de vue. Désormais, nous sommes entrés dans une phase de recomposition visant à faire surgir une majorité de gouvernement d'alternance à Sarkozy.

5. Une phase de recomposition qui va également percuter un front de gauche qui a 6,1 % des voix. Par son alliance avec Mélenchon la direction du PCF a réussi à freiner son déclin pour cette élection en sauvant ses élus et en conquérant deux nouveaux. Le score est pourtant à peu près égal à celui de 2004. Le refus d'une alliance durable et indépendante du PS va désormais être confronté à des tests plus concrets : la gestion des régions avec le PS où le PCF est totalement associé et solidaire par ses votes des majorités de gestion constitués. Le double discours va donc devenir intenable, par exemple sur le terrain des subventions accordées aux entreprises privées qui licencient. Le front de gauche n'est pas l'événement de la campagne, il ne réalise pas de percée réelle, mais parvient à contenir notre progression. Plus structuré, plus âgé, l'électorat du PCF s'est massivement mobilisé pour le scrutin et a, beaucoup moins que nous, été frappé par l'abstention. A noter que pendant la campagne les divergences se sont confirmées. Sur le plan des mobilisations sociales, le front de gauche a collé à la stratégie des directions syndicales sans aucune critique et avec un appui marqué à Thibault. Le soulèvement de la Guadeloupe, la lutte exemplaire du LKP, n'ont pas vraiment soulevé d'enthousiasme Mélenchon et la direction du PG qui ont systématiquement expurgé des déclarations unitaires toute référence à cette grève générale...dans un territoire colonisé par la République française. Enfin, les professions de foi des têtes de lites du parti de gauche ne comprenaient pas les passages communs du front concernant l'immigration et les sans-papiers.

6. Notre campagne est à l'image de notre parti avec ses forces et ses faiblesses, son dynamisme et son absence d'expérience. Disons le tout suite : le score est plutôt satisfaisant au vu de la situation d'ensemble. Nous regrettons de ne pas avoir au moins un (ou une élue) ce qui s'est joué à 0,2% dans le nord-ouest. Il représente un socle solide et nous disposons de réserve de sympa-

thie, d'audience et donc de vote qui se traduiront dans des échéances plus mobilisatrices. Le fait que 73 % des électeurs Besancenot ne se sont pas déplacés le 7 juin, indique que notre électorat et nouveau, instable et qu'il y a un décalage entre l'écho rencontré par nos idées et nos forces réelles. Le suffrage universel, c'est le temps long ; il ne suffit pas d'un congrès de fondation réussi, d'une bulle médiatique très exagérée et finalement malveillante autour de nous, pour remplacer le travail patient d'implantation dans les entreprises, les quartiers populaires, les zones rurales et la jeunesse. Cette campagne est arrivée vite sur nous après notre congrès et dans un contexte de mobilisation, ce qui explique le retard à l'allumage de notre campagne. Nous savons que bien des camarades sont déçus au regard des espoirs qu'ils avaient, mais sans que nous fassions la moindre autosatisfaction le score nous ramène à la réalité des rapports de force. Nous avons eu du mal à tout faire et surtout à lier luttes sociales et campagne politique. Des discussions ont lieu sur la difficulté que nous avons eu à toucher, convaincre les abstentionnistes jeunes et des classes populaires comme sur celles que nous avons eues dans la gestion des rapports avec la liste du Front de gauche. Sans doute aussi avons-nous eu du mal à exprimer la nécessaire dimension anticapitaliste du combat écologiste et la seule réponse cohérente et crédible à la crise écologique, l'alternative socialiste. Comme nous n'avons peut-être pas assez défendu l'union socialiste des travailleurs et des peuples d'Europe pour laquelle nous militons. C'est une discussion politique qui en fait commence, qu'il est indispensable de mener partout pour que nous puissions collectivement dégager les leçons de cette campagne.

7. De façon plus générale, les enseignements politiques de ces élections à l'issue de la première vague de mécontentement et de luttes contre la crise globale du capitalisme sont importants. Derrière l'autosatisfaction de la droite, se dessinent les éléments d'une accentuation de la crise sociale et politique. La majorité présidentielle est minoritaire, nettement. Son opposition parlementaire, élément indispensable de stabilité politique, est explosée, instable et sans politique. C'est momentanément la force de Sarkozy mais, à moyen terme, sa faiblesse au moment où les mirages de la reprise disparaissent derrière l'appro-

fondissement de la récession. Le pire est devant nous, même le gouvernement le reconnaît. La menace d'une explosion sociale est bien là, alors que Sarkozy a lui-même vidé tant son opposition parlementaire que l'opposition syndicale de leurs forces. Crise sociale et politique pourraient se conjuguer mettant le pouvoir en position difficile. Rien ne dit que c'est ce qui se produira. Néanmoins ces données viennent vérifier la pertinence de l'initiative qu'ensemble nous avons prise de créer le NPA comme instrument de renaissance du mouvement ouvrier sur des bases anticapitalistes autour d'un projet de transformation révolutionnaire de la société.

Ces premiers mois légitiment notre projet dans le même temps qu'il lui donne un socle solide. Cette campagne électorale a permis de favoriser l'ancrage et l'implantation du NPA.

8. Maintenant, que faire ? Dans l'immédiat et dans la mesure du possible avant la coupure des vacances il nous faut prendre le temps de capitaliser le gros travail politique qu nous avons, les uns et les autres réaliser. C'est indispensable pour consolider les acquis de cette campagne, capitaliser les efforts accomplis. Et, dans le même temps réfléchir à nos axes d'intervention pour la rentrée.

A quelques semaines de la coupure des vacances, il est certes difficile de les déterminer. Mais quelques éléments que nous pouvons déduire de la situation :

- La rentrée sera dominée par le développement de la crise. Il est difficile d'anticiper les rythmes de ce développement, les nouveaux éléments qui prendront le dessus mais les répercussions pour les travailleurs et les classes populaires seront extrêmement dures. Et sans chercher à prévoir les rythmes d'une remontée sociale, l'accentuation de la crise la prépare et crée un terrain favorable à l'émergence d'une nouvelle conscience anticapitaliste. Et donc de notre influence.

- Sarkozy va profiter d'une nouvelle phase de faiblesse de l'opposition et de la main tendue des directions syndicales, pour forcer le rythme des contre-réformes : les lycées, le travail dominical, les territoires et donc les services publics, la privatisation de la Poste sont, entre autres choses, dans le collimateur. Sur le plan écologique une relance du Grenelle (?) serait à l'étude du côté du pouvoir. Autant d'éléments qui doivent susciter de notre part la création ou l'insertion dans des ca-

dres de riposte unitaires adéquats. A suivre également une manifestation nationale pour les droits des femmes en octobre, ainsi que des initiatives autour du chômage et de la précarité. L'initiative au moment du sommet de Copenhague sur le climat également. Le second débat du CPN doit traiter spécifiquement de cette situation.

- Continuer les efforts de construction d'une gauche anticapitaliste européenne. Un ou une élue aurait été un levier efficace mais la nécessité de poursuivre l'action engagée s'impose. A partir des résultats obtenus au Danemark, Portugal ou Irlande. L'Europe est pour nous un cadre indispensable de développement et d'action sociale et écologique. C'est le rôle de la commission « Europe » de poursuivre ce travail.

- Consolider et implanter le NPA : Trois priorités ont été fixées au congrès : les entreprises, les quartiers populaires, la jeunesse. Nous proposons d'organiser en début d'automne dans chaque région des stages régionaux sur ces questions de construction (ainsi que sur la préparation des régionales). Ils doivent être préparés par le CPN. Une commission du CPN peut se mettre en place, en lien avec le CE, pour les préparer et proposer un ordre du jour et un cadre de travail précis au CPN de septembre.

- Enfin, les prochaines élections régionales sont prévues début mars. Il serait évidemment absurde de se mettre en campagne dès maintenant. C'est la mobilisation contre les effets de la crise qui va dominer la situation. En revanche, tout un travail de préparation est à commencer dès maintenant afin de pas être bousculé par le temps, et de ne pas subir les initiatives des autres. Il faut également apprendre à gérer les luttes et les campagnes politiques de manière articulée, complémentaire. Pour l'heure nous proposons les tâches suivantes :

- la mise en place d'un groupe de travail sur le mode de scrutin, les compétences des régions, le bilan de la gestion des 22 régions (dont on sait que 20 sur 22 sont gérées par le PS et dans un grand nombre de cas avec le PC, les verts...). Il y a tout un travail à effectuer sur les subventions au privé, les services publics, la démocratie, à partir d'exemples concrets.

- Un mandat est donné au CE sur les démarches unitaires autour d'un positionnement politique clair. :

- une proposition de rassemblement autour d'un programme anticapitaliste portant les exigences

des travailleurs et des classes populaires face à la crise, en particulier l'interdiction des licenciements, adressée à toutes les forces se réclamant d'une alternative anticapitaliste (LO, Alternatifs, Fédération PG PCF),

- le choix de l'indépendance et le refus d'entrer dans des coalitions de gestion du système et des régions, un bilan critique de la gestion des 6 dernières années, la possibilité d'accords (qui excluent évidemment le MODEM) au second tour pour battre la droite mais sans accord de gestion. Il s'agit d'une orientation générale qui n'exclut pas l'ensemble des cas de figure qui peuvent se poser (fusion, maintien de nos listes, désistement, abstention...). Ce positionnement politique devra être affiné lors du CPN de septembre.

- Que les stages de l'automne consacrent une partie de leurs travaux aux élections régionales. Nous proposons que ces stages se tiennent le week-end des 10 et 11 octobre.

En conclusion, un gros travail est devant nous de développement d'un mouvement social contre le gouvernement et le patronat, de construction d'une alternative anticapitaliste à la crise et de consolidation et de construction du NPA.

**POUR: 115; CONTRE: 12; ABSTENTION: 9; NPPV: 0**

#### **AMENDEMENT MONIQUE PARTIE 6 :**

Par ailleurs, le congrès de fondation du NPA avait proposé, pour les élections européennes, un rassemblement politique sur une orientation contestant le système et indépendant du PS. Nous n'avons pas assez mené publiquement campagne, envers le front de gauche notamment, pour montrer notre volonté unitaire sur la base d'une orientation de rupture avec les politiques d'accompagnement du libéralisme. Cela a permis au front de gauche d'occuper le créneau de l'unité « à la gauche de la gauche ».

**POUR: 22; CONTRE: 79; ABSTENTION: 26;  
NPPV: 10**

#### **MOTION MARIA**

Cette abstention marque l'expression d'une colère et d'un rejet du système capitaliste. Elle doit nous interroger sur la légitimité de notre participation aux élections, à chaque élection un risque de donner à penser que l'on s'inscrit dans le processus

non démocratique de la représentation politique bourgeoise. L'abstention massive montre aussi que les travailleurs et les travailleuses, salariéEs, précaires rejettent de plus en plus la mascarade électorale et attendent d'autres formes d'expression. Le NPA doit se saisir et débattre de cette question

de la participation électorale systématique et du risque d'y épuiser toutes ces forces.

**POUR : 2, CONTRE : beaucoup, ABSTENTION : 12, NPPV : 8**

## APRES LES EUROPEENNES, CHANGER DE CAP. UNE AUTRE ORIENTATION POUR LE NPA (COURANT CONVERGENCES ET ALTERNATIVE)

Les résultats des élections européennes et les manifestations du 13 juin marquent l'ouverture d'une situation difficile pour le mouvement social et ouvrier.

### LES EUROPEENNES

L'abstention est évidemment le fait dominant de ces élections. Pour les salarié-e-s et les jeunes, notamment les plus défavorisé-e-s, l'Europe ne représente pas, c'est le moins que l'on puisse dire, un progrès social. Pour une part, l'abstention est donc un comportement actif et significatif du refus de cette construction. Mais dire cela ne doit pas occulter d'autres questions. L'on pouvait ainsi penser que la crise économique, idéologique et sociale des pouvoirs en place favoriserait l'expression d'une défiance envers les politiques libérales dans une majorité de pays européens. Il n'en a rien été, c'est le contraire qui s'est produit : partout les partis de droite, y compris et surtout ceux au gouvernement, ont été confortés. Dans d'autres pays l'extrême droite enregistre des scores inquiétants. Le parlement européen sera le plus à droite depuis 1979 et la commission européenne sera en mesure de préparer de nouvelles attaques contre les droits sociaux. De ce point de vue le bilan n'est pas bon et il faut le dire.

Les partis sociaux-démocrates sont partout au centre de cette situation et ils en portent la responsabilité. Qu'ils soient italiens, allemands ou anglais, les différents modèles sociaux-démocrates sont en déroute. Cependant, il n'apparaît pas d'expression massive d'une alternative à gauche, loin s'en faut pour l'instant. Là où elle se maintient ou progresse (Bloc de Gauche au Portugal, Die Linke, Syriza en Grèce, Alternative Rouge Verte au Danemark) c'est là où une politique de rassemblement unitaire a été maintenue. De leur côté les petites formations d'extrême-gauche obtiennent des résultats dérisoires.

En France, malgré l'abstention massive, l'UMP et Sarkozy sortent finalement renforcés de ces élections.

C'est la première fois qu'un parti au pouvoir n'est pas mis en minorité aux Européennes. Le Parti socialiste subit une déroute. Ce sont bien l'orientation sociale-libérale du PS, son acceptation du traité de Lisbonne alors qu'une majorité à gauche s'était prononcée pour le non en 2005, et ses ouvertures au Modem qui ont été sanctionnées par les électeur-trice-s de gauche. De son côté le vote d' « Europe Ecologie » revêt un caractère contradictoire. La question environnementale est désormais une question fondamentale pour des franges importantes de la population, c'est évidemment positif. Et puis les forces écologistes ont su se rassembler, elles ont pu créer une dynamique, c'est aussi une des leçons de ce scrutin. Mais bien sûr, elles ont fait l'impasse sur la rupture avec le capitalisme, sur la nécessité de sortir du cadre de construction néolibérale de l'Europe, autant de questions qui ne manqueront pas de se poser pour eux. Ce résultat et celui du Parti socialiste montrent dans tous les cas qu'il était possible – et qu'il le reste toujours – de créer un vrai rapport de force face à ce dernier.

A la gauche de la gauche ces résultats laissent comme un goût amer. Aucun des deux représentants, l'alliance du « Front de Gauche » et le NPA, n'apparaît comme étant au niveau nécessaire pour représenter une alternative à la droite aujourd'hui. C'est un constat redoutable mais, nous l'espérons, pas définitif, face à l'aggravation de la crise économique et sociale. Le « Front de Gauche », le NPA et LO rassemblent 13% des voix : la recherche d'orientations antilibérales et anticapitalistes progresse. Mais à l'évidence la division en plusieurs listes concurrentes a freiné une dynamique qui aurait pu polariser le débat général. Avec 4,9 % et aucun élu, le NPA ne peut se satisfaire d'un résultat qui n'est pas à la hauteur des attentes de ses adhérent-e-s et militant-e-s. Il montre certes un écho pour nos propositions, mais nous ne pouvons continuer à vouloir incarner à nous seul-e-s l'alterna-

tive de gauche qui manque cruellement. Car entre les propositions européennes du NPA et celles du « Front de Gauche », il n'y avait pas de différences significatives pour les électeur-ice-s. Ces dernier-e-s, par leurs votes en partie et par l'abstention pour une autre partie, ont fait savoir qu'une unité même imparfaite était préférable à l'auto-affirmation solitaire d'un parti, aussi populaire soit son porte parole. La crise ne cesse de s'accroître, celles et ceux dont nous voulons représenter les intérêts en sont les grandes victimes. Pour elles et eux cette division n'est pas justifiée et penser et affirmer qu'elles et ils n'ont pas compris notre position sur la question de l'unité pourrait être vécu comme une insulte à ce qu'elles et ils vivent.

Et puis il y a l'échec de la stratégie des confédérations, et ses conséquences dans les rapports de force. Les principales confédérations ont réussi à éviter que ne se produise une véritable offensive contre le pouvoir et le Medef. Mais, même annoncé, cet échec, patent le 13 juin, alourdit les rapports de force et la perception qu'en ont de nombreux-ses salarié-e-s. D'autant que le mouvement syndical et social rencontre d'énormes difficultés pour remporter des victoires un tant soit peu significatives. Pourtant les luttes existent, défensives et maintenant offensives. Les premières, de défense de l'emploi essentiellement, rencontrent un véritable écho tant au niveau médiatique qu'au niveau de l'intérêt et de la solidarité que leurs portent les salarié-e-s localement et parfois nationalement, et il est plus difficile pour les pouvoirs de s'y attaquer frontalement. Ce n'est, en revanche, pas le cas pour les secondes qui se heurtent à une opposition déterminée du patronat ainsi que du gouvernement. C'est le cas à l'évidence dans l'énergie qui, après la rapide victoire des méthaniens, connaît une explosion sociale inédite qui aujourd'hui couve encore dans le secteur de la production. Mais les électricien-ne-s et gazier-e-s subissent une véritable offensive anti-grève et une répression contre les militant-e-s les plus combattifs sans précédent et cela après plus de trois mois de luttes intenses. Avec la Poste 92 et sa longue grève dynamique mais débouchant finalement sur peu de succès, ce tableau pèse également dans la situation générale. Et la difficulté dans laquelle sont les batailles des enseignant-e-s, chercheur-euse-s et étudiant-e-s ou encore des postier-e-s contre la privatisation montrent que les luttes de défense du service public ont tout autant de difficultés à déboucher sur des succès.

La situation est donc, pour l'instant, favorable à Sarkozy et au Medef. Ils peuvent engager de nouvelles contre réformes, de nouvelles attaques contre le salariat. De la Sécurité sociale à la retraite, les attaques sont dès maintenant planifiées. Ils peuvent également continuer de tenter d'isoler et de réprimer les courants les plus combattifs du mouvement syndical et social. Il ne s'agit pas évidemment de sombrer dans le catastrophisme ou le défaitisme car la crise économique va entraîner de nouvelles conséquences sociales qui feront réagir de nombreux secteurs du salariat. Même s'il n'y a pas de liens mécaniques entre expression de la colère, formes de radicalisation et engagement, dans la recherche de solutions politiques, dans des combats politiques. Dans ce cadre général nous continuons de penser que le refus de faire apparaître un réel front de la gauche de la gauche aux Européennes était une erreur. Il n'est pas trop tard, en faisant le constat de la gravité de la situation politique et sociale, en tirant un bilan public qui ne soit pas auto-satisfait de ces élections, nous pouvons être offensif-ve-s unitairement et participer de façon décisive à la construction du front social et politique qu'attendent par centaines de milliers les travailleuses et travailleurs de ce pays.

## **SUR LE FRONT DES LUTTES**

La période qui s'ouvre après l'échec de la stratégie des confédérations sera une période de bilan. Les équipes syndicales professionnelles et interprofessionnelles, des fédérations vont chercher à comprendre comment sortir de la situation difficile dans laquelle cette stratégie les place. Nous devons participer à ces débats en respectant les rythmes, pas en assénant les dénonciations. Nous l'avons vu, les luttes contre les licenciements sont celles qui, dans la période, peuvent le plus générer de solidarité et mettre en difficulté le pouvoir et le Medef. Aider localement au soutien de ces grèves, aider à la mise en place d'une marche nationale posant la question de l'interdiction des licenciements doit mobiliser nombre de nos comités et structures nationales. La défense des libertés démocratiques, du droit de grève, du droit de militer syndicalement, quelle que soit son appartenance syndicale, la défense du droit de manifester et d'agir socialement contre toutes les oppressions et dominations vont devenir un axe de plus en important devant un gouvernement toujours plus liberticide.

## **SUR LE FRONT POLITIQUE**

Nous devons reconstruire l'unité indispensable de la

gauche de gauche, tendre la main sur la base de l'analyse de la situation.

## **REBONDIR**

Nous devons annoncer en sortant de ce CPN que le NPA propose une rencontre aux organisations de la gauche de gauche afin d'aborder une démarche politique en deux temps :

tester ce qu'il est possible de faire ensemble, face aux urgences immédiates, sociales, écologiques, démocratiques ;

commencer le débat sur les conditions politiques qui permettraient la réalisation d'un rassemblement unitaire aux élections régionales.

L'expression d'un accord sur des propositions communes pourrait commencer à s'affirmer lors des mobilisations sociales actuelles et, à la rentrée, par l'organisation de meetings communs dans les principales villes et le lancement de rassemblements locaux à la base. Entre la phobie anti-électorale et le « crétinisme parlementaire », il existe des marges que nous devons de tester ensemble sous le contrôle de notre parti. Pour ces Régionales, nous proposons des listes unitaires de la gauche de gauche au premier tour. Nous proposons, en fonction des rapports de force, la fusion au second tour sur des listes de la gauche et de l'écologie politique pour battre la droite, chaque composante de la liste commune gardant sa liberté de vote au sein de l'institution. Ces listes devront permettre que chaque composante puisse décider de sa politique au sein du conseil régional. Sans se faire imposer un contrat d'exécutif qui serait contradictoire aux orientations qu'ils portent, ils rechercheront des majorités de gauche sur des mesures politiques concrètes. Le NPA organisera un débat en

son sein, et avec les autres composantes de la gauche de gauche, sur le bilan des politiques et des pratiques au sein des conseils régionaux et les possibilités d'y agir en représentant des intérêts populaires. Nous proposons qu'une conférence nationale de délégués des comités, en décembre, définisse les choix politiques et tactiques du NPA.

Ce débat n'est pas que tactique. Après l'épisode des Européennes, il dira finalement ce que voudra être le NPA dans les années à venir : un nouveau parti d'extrême gauche ayant peut être réussi à grossir ce qu'était la LCR, ou au contraire un parti politique de masse et de classe dépassant la LCR. L'appel initial à former le NPA s'adressait à tou-te-s les militant-e-s et courants issus des traditions socialiste, communiste, écologiste, trotskyste, alternatifs...Il les appelait à constituer un parti recueillant l'héritage du meilleur de ces traditions, à « se rassembler au-delà des divisions anciennes ». La fondation du NPA a représenté un premier pas dans le rassemblement de forces militantes. Mais cela ne doit pas pour autant signifier l'abandon d'une démarche visant à s'adresser aux autres courants de la gauche de transformation sociale. Il faut par ailleurs avancer sur la question des pratiques démocratiques, sur la question du pluralisme au sein du parti, ainsi que sur les modes de fonctionnement et de décision, qui s'appuient encore beaucoup trop sur les habitudes et les mécanismes routiniers de l'ancienne LCR. Pour dépasser cette situation, un débat politique nouveau doit s'engager, et de nouvelles procédures (consultation des militant-e-s, référendum d'initiative militante...) doivent être discutées.

**POUR : 12 ; CONTRE : 118 ; ABSTENTION : 6  
NPPV : 2**

## **CAMPAGNE DU NPA : UN EMPLOI STABLE ET BIEN RÉMUNÉRÉ POUR TOUTES ET TOUS**

*Cette campagne est proposée comme campagne centrale du NPA mais sans exclure les autres mobilisations (Poste, Education Nationale, santé, Protection sociale, salaires...).*

### **1 UNE CAMPAGNE GLOBALE QUI ARTICULE**

#### **1-1 UNE CAMPAGNE PROPRE DU NPA**

L'expression propre du NPA avec un matériel spécifique et un logo : une brochure, des affiches, des argumentaires pour des réunions publiques, des articles réguliers dans notre système de presse... Une campagne que le NPA mène partout avec les

initiatives adaptées dans les entreprises, les quartiers populaires, la jeunesse. Une campagne pour tous et toutes quelque soit son statut, son entreprise, son lieux de travail.

#### **1-2 LA CONSTRUCTION DE MOBILISATION UNITAIRE, DE CADRES UNITAIRES, DE COORDINATIONS :**

- La coordination des entreprises en lutte contre les licenciements et fermetures pour des initiatives communes à l'échelle des régions ou de branches (automobile...), et toujours évidemment la perspective d'une manifestation nationale

- la construction de cadres unitaires locaux à partir de l'appel des états généraux contre la précarité à des marches régionales...
- Les deux ne s'opposent pas, il faut voir concrètement dans les villes et régions, l'idée est de susciter une activité militante afin de faire de la question de l'emploi (licenciements, précarité, chômage...) une question politique.
- Nous proposons cette démarche à toutes les forces que nous rencontrons (partis, syndicats, associations)

## **2. NOS REVENDICATIONS CONTRE LES LICENCIEMENTS, LE CHÔMAGE, LA PRÉCARITÉ, LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL.**

### **2-1 MISE HORS LA LOI DE LA PRÉCARITÉ**

un seul contrat de travail, le CDI à temps plein (à articuler avec la manifestation pour les droits des femmes du 17 octobre), interdiction de l'intérim

### **2-2 RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL**

Travailler moins pour travailler tous et toutes :

Réduction du temps de travail à 32H et au delà réduction du temps de travail avec embauches correspondantes jusqu'à résorption du chômage

Interdiction des heures supplémentaires

Ne pas perdre sa vie à la gagner : dimension condition de travail

Contre la double journée pour les femmes : Partage des tâches et développement des services publics

Retraite pleine et entière à 60 ans et moins pour les travaux pénibles, 37,5 annuités maxi

**2-3** Pas un revenu (salaires, minima sociaux, retraites) inférieur à 1500 euros net et augmentation de 300 euros net de tous les revenus. Plan de rattrapage des salaires féminins pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

**2-4** Allocation d'autonomie pour les jeunes à hauteur du Smic pour permettre à tous et toutes de se former, contre la déqualification et pour le cadre national de diplômes reconnus par les conventions collectives...

**2-5** Arrêt des suppression d'emploi et licenciements dans la fonction publique (en lien avec les usagers, les lycéens et les étudiants), titularisation des précaires, Création d'emplois socialement et

écologiquement utiles dans l'éducation, la santé, les services publics de proximité... Il faut créer des millions d'emplois pour répondre à ces besoins sociaux et donner du travail à tous et toutes.

**2-6 L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS**, de tous les licenciements qu'ils soient individuels (" faute ", " insuffisance ", " inaptitude "...) ou collectifs...en premier lieu dans les entreprises subventionnées ou qui font des profits.

L'interdiction des licenciements est la condition d'une conversion de la production pour et par les salariés, sous leur contrôle (à articuler avec la campagne climat et l'échéance de Copenhague en décembre), service public de l'énergie, des transports, du logement...

Si l'interdiction des licenciements n'est pas respectée, nous sommes pour l'expropriation des patrons/actionnaires avec gel des avoirs sous contrôle des travailleurs.

En cas de défaillance de l'entreprise, nous sommes pour remonter jusqu'au donneur d'ordre

Ouverture des livres de compte, levée du secret bancaire et commercial.

Il faut reporter la responsabilité totale d'une suppression de poste du salarié, sur le patronat. Un fonds de financement mutualisé, financé par le patronat, doit, dans tous les cas, permettre le maintien du salaire, du statut et du contrat de travail par-delà les aléas de telle ou telle entreprise.

Sur le chômage partiel : maintien du salaire à 100%, payé par les employeurs.

## **3. NOS MOYENS D' ACTIONS**

### **DANS LES BOÎTES QUI LICENCIEMENT, FERMENT :**

Nous défendons toujours le mot d'ordre d'interdiction des licenciements. Mais pour être efficace celui-ci suppose de sortir de la lutte " boîte par boîte ". Nous cherchons donc encore et toujours l'axe par lequel une unification de ces luttes pourrait se faire. Pour cela, les comités du NPA se doivent d'être présents sur le maximum d'entreprises en but aux licenciements. Pour cela, la présence d'un-e ou plusieurs camarades dans l'entreprise n'est pas une condition indispensable pour intervenir : nous pouvons nous rendre sur les piquets de grève en tant que NPA et proposer notre solidarité politique à la lutte : en initiant un comité de soutien, en cherchant à faire le lien avec des contacts que nous avons dans d'autres usines de la région, au niveau national ou international, en s'appuyant sur

nos liens avec la gauche anticapitaliste européenne. En gros, pour proposer aux boîtes de s'unifier dans leurs luttes, il faut y être présents.

### **PARTOUT, NOUS DÉBATTONS ET TRAVAILLONS À LA CONVERGENCE :**

Après la vague de mécontentement des premiers mois de l'année, étouffé par l'inertie des grandes confédérations syndicales, s'ouvre un débat au sein des organisations syndicales, dans les équipes militantes parmi les salariés combatifs, la jeunesse, sur les moyens de faire face à la crise et les attaques du gouvernement et du patronat.

Dans les syndicats, qui demeurent un outil de mobilisation dans lequel il s'agit de s'investir, il faudra travailler à la nécessaire convergence.

Ce débat porte en particulier sur les méthodes, la stratégie des mobilisations et sur leurs objectifs,

## **STRUCTURATION ET FONCTIONNEMENT : RÉCAPITULATIF DES PROPOSITIONS**

- Mise en place d'une commission chargée de travailler sur les bilans des régions, pilotée par la com CILT du CPN.
- Réunion des trésoriers départementaux le premier week-end d'octobre.
- Organisation avant l'été par tous les comités de réunions ouvertes aux sympathisant(e)s avec l'objectif de placer les cartes.
- Organisation au début de l'automne (10 et 11 octobre) de réunions régionales réunissant tous les comités sur la structuration, les régionales, choix des têtes de listes etc...

## **MOTION FÉMINISTE**

Les femmes sont parmi les plus précaires (80% des salarié-es- pauvres). Les attaques successives des gouvernements remettent en cause le droit des femmes à un emploi à temps plein (suppression des écoles maternelles..).

La crise économique aggrave cette situation et elles sont de fait les premières victimes. Dans le contexte, le Collectif National pour les Droits des Femmes a été l'initiative de réunions unitaires pour une manifestation pour les droits des femmes le 17 octobre.

Le NPA doit être partie prenante dans la mobilisation pour l'échéance, en particulier dans l'organi-

les exigences sociales. Cette discussion est en lien avec les luttes en cours principalement les luttes contre les licenciements. Face aux journées d'action sans lendemain que nous venons de connaître, nous insistons sur la nécessaire convergence des luttes et de la construction d'un mouvement d'ensemble allant vers la grève générale.

Dès maintenant, les militant-es du NPA s'engagent dans la construction de comités locaux à partir de l'appel des " états généraux contre la précarité ".

La CILT est mandatée pour rédiger un projet de loi d'interdiction des licenciements à soumettre au du CPN qui trancher sur son opportunité et son contenu.

**POUR : beaucoup ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 7  
NPPV : 2**

- Mise en place des 4 départements de travail pour le CPN et de la commission jeune (la commission inter existant déjà).
- Désignation d'une commission chargée de travailler sur le texte des statuts dans la perspective du prochain congrès.
- Désignation d'une commission de travail pour la désignation des porte-parole.
- Semaine de formation à destination des membres du CPN du 24 au 31 octobre

**POUR : beaucoup ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 9 ;  
NPPV : 2**

sation et la préparation de réunions locales ( et de formation dans le NPA).

Par ailleurs, le NPA se dote d'un matériel spécifique, un quatre pages déclinant notre combat pour les droits des femmes autour de 5 thématiques (services publics, précarité, avortement/contraception, violences, sexualité) sortira début septembre.

Enfin des articles reprenant les 5 thèmes suscités seront présentes dans notre presse de septembre et octobre.

**VOTÉE À L'UNANIMITÉ**

# ÉLECTION DES COMMISSIONS

**SECRETARIAT SANTÉ :** Jean Claude (Rouen), Bruno (Paris), Bernard (75), Isabelle (Bordeaux), Khira (93), Nsuni (75)

**POUR :** beaucoup; **CONTRE :** 0; **ABSTENTION :** 1;  
**NPPV :** 0

**SECRETARIAT INTERVENTION FÉMINISTE:** Diane (94), Karina (Bordeaux), Thibaud (Bordeaux), Alice (Grenoble), Christine (Le Havre), Hélène (Le Havre), Nathalie (Marseille), Catherine (Metz), Marie Claire (Paris 19<sup>e</sup>), Sabine (Perpignan), Myriam (Poitiers), Luz (RP), Dorian (RP), Corinne (RP), Mélanie (RP), Charlie (RP), Fanny (RP), Léa (RP), Josette (RP), Violette (RP), Anne (RP), Emmanuel (RP), Sophie (RP), Elsa (RP), Stéphanie (RP), Claire (Saint Etienne), Anne (RP), Nadia (Tarn), Julie (Toulouse Grand Miraille), Hegoa (Toulouse Saint Cyprien), Liliane (Tours), Fabienne (Vienne), Camille (Grenoble), Claire (Colmar), Fanny (Tours)

**POUR :** beaucoup; **CONTRE :** 0; **ABSTENTION :** 1;  
**NPPV :** 9

**SECRETARIAT QUARTIER POPULAIRE:** Abdel (Avignon), Adil (Istres), Anne (Paris 18<sup>e</sup>), Danielle (Aubervilliers), Fahima (Toulon), Hervé (Paris 12<sup>e</sup>), Isabelle (Gennevilliers), Laurent (Paris 20<sup>e</sup>), Marga (Marseille), Maxime (Pantin), Michel (Paris 17<sup>e</sup>), Miguel (Meudon), Monica (Lormont), Nadia (Tarn), Nicolas (Marseille), Nora (Avignon), Omar (Argenteuil), Véronique (Bobigny)

**POUR :** beaucoup; **CONTRE :** 0; **ABSTENTION :** 1;  
**NPPV :** 5

**COMMISSION NATIONALE EDUCATION NATIONALE:** Denis (Foix), Elsa (St Girons), Christine (Gardanne), Isabelle (Gardanne), Luciana (Caen), Danièle (Dijon), Marie (21 Nord), Vincent (St Briec), Stéphane (Drome), Philippe (Louviers), Laure (Toulouse Grand Mirail), Gwennola (Rennes), ??? (Tours), Thibaut (38 Abbaye), Marylène (Lons le Saun), Christiane (Le Puy), Régis (St Nazaire), Titouan (44-Fac/lycée), ??? (Lyon), Antoine (Le Mans), Eric (Paris), Sylvian (Paris), Quentin (Paris), Michèle (Paris), Jean (Paris), Florence (Gérardmer), Armelle (92-Asnière/Gen), Gérard (92), Monique (92-Clamard), Robert (93-St Denis), Ronan (Educ 93), Alice (Educ 93), François (93-Montreuil), Camille (Educ 93), Cathy (93-St Denis), Anne (Educ 93), Véronique (93-Bobigny), Raphaël (Educ 93), Collette (93-Noi-

sy), Eric (94-Champigny), Pascal (94-Choisy)  
**POUR :** beaucoup; **CONTRE :** 0; **ABSTENTION :** 2;  
**NPPV :** 7

**DIRECTION NATIONALE DU SERVICE D'ORDRE (CT):**  
**POUR :** beaucoup; **CONTRE :** 0; **ABSTENTION :** 0  
**NPPV :** 4

## COMMISSION INTERNATIONALE :

Alain B. (syndicats; Maghreb), Alain C (CE; Marseille, Maghreb), Alain M (CIV; Afrique), Alain P. (CE; Moyen-Orient), Béa (Am. Latine), Catherine (Europe), Christian (CPN; Maghreb), Cyril (CIV; Europe), Danièle (CE; Afrique), Denis (CPN; Moyen-Orient), Didier (Normandie; Am. Latine), Flavia (CPN; Am. Latine), François (CIV; Am. Latine), Gislène (Maghreb), Ivan (CE; Europe), Jean-Paul (CPN; Marseille), Jean-Yves (CPN; Europe), Léon (CIV; syndicats), Marc (CPN; Moyen-Orient), Mireille (Moyen-Orient), Myriam (CE; Europe), Nathalie ou Pierre (Asie), Olivier (Afrique), Pablo (Am. Latine), Penny (CIV; Europe), Pierre (Normandie; Europe), Raoul (CE; Europe), Sébastien (Am. Latine), Stefan (Europe), Vanina (CE; Moyen Orient), Virginia (CPN; Asie), Wassim (Maghreb).

**POUR :** beaucoup; **CONTRE :** 1; **ABSTENTION :** 9;  
**NPPV :** 11

*Entre parenthèse : Comité Exécutif ou Conseil Politique National, ou Coordination (Bureau ou Comité exécutif) de la IV<sup>ème</sup> internationale, ou travail international syndical ; commission de travail région ou zone mondiale.*

**COMMISSION NATIONALE ANTI FASCISTE:** Karima; Dufour; F.M.; Antoine; Hannah; Silouane; Alexandre; Marino; Legayo.

**POUR :** beaucoup; **CONTRE :** 0; **ABSTENTION :** 1;  
**NPPV :** 8

**COMMISSION ECOLOGIE:** Catherine (Vienne), Irène Rouen Nord), Noëlle (Haute Garonne), Cécile, Florie (Lyon), Marijke (Albi), Louis (Pont Labbé), Patrick Bellois (Alpes Maritimes), Laurence (Haut Doubs), Laurent (Paris), Roxanne (Paris), Raoul-Marc (Hautes Pyrénées), Alex (Chambéry), Thomas (Haute Loire), Fabien (Yonne), Régis (Nantes), Robert (34), Francine (88), Jocelyne (13), Mireille (Digne 04), Ioannic (Millau), Sophie (34), Armand (Paris), Vin-

cent (Montreuil), Laurent Grouet (Paris), Bernard (Paris), Muriel (94), Damien (Montreuil), Guillaume (Paris), Julien (Paris), Michael (Paris)

**POUR** : beaucoup; **CONTRE** : 1; **ABSTENTION** : 2;  
**NPPV** : 3

**COMMISSION INTERVENTION SUR LES LIEUX DE TRAVAIL** :  
Adrien (94), Basile (SNCF, CE), Camille (Éducation 93), Cathy (Saint-Denis), Christine (Rouen, CE), Erwan (Industries graphique), Francine (Pôle

Emploi), Gaël (Poste-Fedex), Jacques (Mulhouse, CE), Jean-Claude (Romainville), Laurent (Paris 18, CNE), Léon (Transport Aerien), Louis-Marie (94), Manuela (Paris12), Nsumi (Paris18, Santé, Sécu), Robert (92 Nord), Sandra (Pantin, CE), Stéphanie (Pôle Emploi), Sylviane (Paris 20), Yvan (91, CE), Yann (Energie, CE), 1 membre du comité l'Appel et la Pioche.

**POUR** : beaucoup; **CONTRE** : 0; **ABSTENTION** : 1;  
**NPPV** : 4

## DOSSIER DOM-TOM

### SOMMAIRE :

**1. AVANT PROJET DE BROCHURE SUR LES DOM-TOM : LA FRANCE ET SES COLONIES. PAR FLAVIA.**

**2. QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LES MOUVEMENTS ET LES ORGANISATIONS ANTICOLONIALISTES DANS LES DERNIÈRES COLONIES FRANÇAISES. PAR ALAIN.**

### LA FRANCE ET SES COLONIES ACTUELLES (TITRE PROVISOIRE). PAR FLAVIA

#### Avertissement :

*Ce texte a un double objectif : apporter d'ici le CPN des éléments de réflexion et d'information sur les DOM-TOM et éviter que le débat du CPN soit sans lendemain.*

*En effet, ce texte pourrait servir de base pour l'écriture d'une brochure sur les pays « d'outre-mer » ou les colonies françaises et cela pourrait constituer une des premières tâches d'une commission « DOM-TOM » au sein du NPA. La Corse n'est pas abordée...pour l'instant.*

*Seule la première partie, démontrant que la France est un Etat colonial et impérialiste, est ici rédigée. Les annexes apportent des précisions ou des témoignages.*

### INTRODUCTION :

Il est fréquent aujourd'hui d'entendre dire que la période de décolonisation s'est achevée pour la France en 1962 avec les accords d'Evian et l'indépendance de l'Algérie. Pourtant depuis les années 1970 sont devenues indépendants les Comores, Djibouti, le Vanuatu.

Cette décolonisation de l'Empire français a oublié sur son passage quelques territoires. Aux Antilles, en Polynésie, dans l'Océan Indien, en Guyane, en Kanaky, les « confettis d'empire » demeurent partie du territoire français contre

toute logique géographique, économique et en particulier culturelle.

Excepté l'épisode kanak d'une vraie contestation armée de la présence française, la logique d'autonomie s'est souvent manifestée d'un point de vue institutionnel et à travers une demande de reconnaissance culturelle. Pourtant, le malaise social et économique qui va grandissant avec la crise économique repose la question du statut des DOM-TOM et de leur rapport avec la métropole, l'anticolonialisme redevient d'actualité.

### LES DOM-TOM : CE QU'IL RESTE DU VASTE EMPIRE COLONIAL QUE LA FRANCE POSSÉDAIT AU DÉBUT DU XXÈME SIÈCLE

*Annexe 1 : Dates d'acquisition par la France des principaux territoires.*

Territoires	Année d'acquisition par la France
Guyane	1605
Guadeloupe	1635
Martinique	1635
Réunion	1642
Polynésie	1842
Nouvelle-Calédonie	1853
Wallis et Futuna	1885-1887

Ces dates rappellent que la colonisation a connue 2 périodes : celle menée par la Monarchie absolue puis celle du XIXème siècle, menée entre autre par la Troisième République.

La première colonisation, avec l'acquisition des territoires d'Amérique et de la Réunion, sont les colonies dites « sucrières » ou « colonies de plantation ».

La deuxième colonisation, avec l'acquisition des

territoires insulaires des Océans Indien et Pacifique, correspond davantage à la volonté de la France d'être présente dans les grands couloirs et marchés commerciaux mondiaux à travers des comptoirs. Les comptoirs d'Asie, l'Indochine, de l'Afrique du Nord, de l'AEF et l'AOF, de Madagascar en faisait partie. Tous ces pays qui ont eux obtenu leur indépendance mais leur colonisation entraine dans la même logique impériale....

Les DOM-TOM sont donc des « héritages » de la France coloniale qui lui permettent d'être encore présente aujourd'hui sur plus de 1000 îles et sur le continent sud-américain, en Guyane.

## **UNE STRUCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE HÉRITÉE DE L'ÉPOQUE COLONIALE**

### **1- Diversité de la population des DOM-TOM : la marque de l'histoire coloniale**

Plus de 2,5 millions de personnes vivent actuellement sur ces territoires caractérisés par une grande diversité de leurs habitants, diversité d'origine et diversité socio-économique.

Les « colonies de plantation » ont entraîné des conséquences sur le peuplement. En Martinique, Guadeloupe, Réunion et en Guyane, la grande majorité de la population a été amenée par la « Traite des esclaves ». La population y est encore aujourd'hui majoritairement noire et métissée. Toutefois, l'abolition de l'esclavage intervenue au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle a incité les planteurs et les autorités coloniales à favoriser une immigration d'origine asiatique, d'où la présence, par exemple, de descendants d'immigrants indiens. Les populations originelles, quand à elles, ont soit été chassées ou tuées (vers 1670 en Martinique et en Guadeloupe), soit marginalisées comme en Guyane, où les amérindiens ne représentent actuellement plus que 3% de la population totale (environ 6 000). La Réunion est le seul cas où les premiers habitants aient été des européens, l'île était en effet totalement inhabitée avant d'être découverte en 1500.

Dans la plupart des autres colonies françaises (excepté les terres australes et antarctiques où les habitants peu nombreux (140) ne sont pas permanents), la population autochtone est encore forte numériquement. En Nouvelle-Calédonie (Kanaky), 44 % de la population est kanake, de même, en Polynésie, les polynésiens représentent 82 % de la population totale.

La Nouvelle-Calédonie est une des rares colonies de peuplement appartenant à la France. Les vagues de « transportation » et d'émigration de la France se sont succédées alliant colons européens, bagnards métropolitains (22 524 condamnés aux travaux forcés, 3 928 déportés et 3 796 relégués sont envoyés en Nouvelle-Calédonie entre 1864 et 1897 dates entre lesquelles l'île a été utilisée comme pénitencier), chercheurs de minerais (nickel), population originaire d'Asie du Sud-est et du Pacifique et, bien plus tard, riches propriétaires fonciers exclus d'Afrique du Nord au terme de la décolonisation nord africaine. Depuis les accords de Nouméa en 1998, plus de 10 000 métropolitains se sont installés sur le territoire, véritable recolonisation contribuant à marginaliser les kanaks.

*Annexe 2 : Dans une lettre du 19 juillet 1972, Pierre Messmer, alors Premier ministre, écrit à Jean-François Deniau, secrétaire d'État aux DOM-TOM : « La Nouvelle-Calédonie, colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants.*

*Il faut donc saisir cette chance ultime de créer un pays francophone supplémentaire. La présence française en Calédonie ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones. [...]*

*À court et moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés.*

*À long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. Il va de soi qu'on n'obtiendra aucun effet démographique à long terme sans immigration systématique de femmes et d'enfants. [...]* »

### **2- Des cadres juridiques variés, des situations économiques et sociales comparables**

a- Les colonies françaises sont administrées selon 4 statuts différents, fruits de luttes pour l'émancipation du joug colonial ou bien au contraire de compromis :

La Guyane, la Guadeloupe, la Martinique et la Réu-

nion, sont régies par la loi dite « de l'assimilation » du 19 mars 1946, devenue effective avec l'arrivée des premiers préfets en 1947. Celle-ci transforme en DOM (départements d'outre-mer), les 4 colonies les plus anciennes de la France. Des Conseils généraux appliquent la législation métropolitaine, leur unique autonomie est de fixer le taux de certaines taxes. Depuis 2003, les DOM sont devenues des DOM-ROM (département et région d'Outre-mer), avec un Conseil régional qui se superpose au Conseil général. Depuis le référendum de mars 2009, Mayotte a choisi la voie de la départementalisation.

En 2003, Les TOM (Territoires d'outre-mer), c'est-à-dire la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie (Kanaky), sont devenus des POM (Pays d'outre-mer), tandis que Wallis et Futuna et Saint-Pierre et Miquelon sont devenus des COM (Collectivités d'outre-mer). Le statut des POM, des COM et des TOM confère une soit disant plus grande autonomie que les DOM. L'Etat français y exerce toutefois ses fonctions régaliennes.

Cette grande diversité de statut ne cache cependant pas les caractéristiques communes des DOM-TOM.

#### b- La structure économique de ces territoires est souvent proche de celle de pays en voie de développement :

L'agriculture est tournée vers l'exportation, des monopoles contrôlent tous les secteurs économiques, notamment celui de l'import-export, de la grande distribution et tirent des surprofits faramineux. La balance commerciale est déficitaire : les exportations, minoritaires, sont essentiellement celles de matières premières non transformées (l'industrie y étant peu développée), tandis que les importations, majoritaires, concernent les besoins de première nécessité.

L'argument selon lequel les DOM-TOM seraient assistés et coûteraient cher à la France en subventions omet le fait que les économies sont principalement tournées vers l'exportation, exportations décidées par la métropole et dépendantes des accords avec l'Union européenne. Il y a très peu de production d'autosuffisance ce qui accentue la dépendance extérieure, vis-à-vis des importations, notamment dans la consommation des produits de première nécessité.

A l'origine de cette situation, il y avait le principe de l' « Exclusif » ou du « Pacte colonial », consis-

tant à interdire aux colonies toute relation commerciale avec l'étranger, laissant à la métropole le monopole. Par ailleurs, il était aussi interdit aux colonies de développer des activités susceptibles de concurrencer celles de la métropole. L'abolition du « Pacte colonial » par Napoléon III a supprimé la protection des denrées coloniales en métropole, mais « l'outre-mer » est restée la chasse gardée du capitalisme national.

De ce fait, les rapports avec les territoires voisins étaient limités et il existe encore aujourd'hui peu de cadres d'échanges régionaux ou d'intégration régionale.

#### *Annexe 3 : La dépendance vis-à-vis de la grande distribution en Nouvelle Calédonie (Kanaky)*

*Le système hérité de « l'économie de comptoir » en Nouvelle Calédonie (Kanaky) a grandement favorisé la dépendance vis-à-vis des importations. Il a permis à la grande distribution de constituer de belles rentes puisque 3 groupes se partagent plus de 80% du marché des importations (le groupe Lavoix avec Géant, Casino et Leader Price : 40%, le groupe Pentecost avec Carrefour, Champion et Arizona : 40% et la famille Guyenne avec SuperU : 10%).*

#### c- Depuis le début de la colonisation la structure sociale des DOM-TOM n'a guère évolué :

Il existe une classe aisée, très aisée, et une classe aux revenus modestes, très modestes. Mais cette injustice ne parcourt pas seulement une ligne de fracture entre pauvres et riches. Il se trouve que les grosses fortunes sont la propriété de quelques vieilles familles, colons blancs arrière-petits-enfants d'esclavagistes, de métropolitains (ce sont les békés en Guadeloupe et en Martinique, les caldoches en Nouvelle-Calédonie (Kanaky)...). Cette caste possède l'essentiel des terres agricoles et elle détient et contrôle, en association avec des groupes européens, l'essentiel de la production. Tous les pouvoirs, économique et politique, dans tous les secteurs de la société, les postes de hauts-fonctionnaires ou de cadres supérieurs voire de médecins, restent entre ses mains. Tandis que le chômage, particulièrement élevé, touche principalement les jeunes, les noirs et les indigènes. Cette opposition se retrouve dans l'habitat, l'urbanisation accélérée a eu pour conséquence une très forte insuffisance en logements.

Il y a donc la persistance d'une fracture coloniale qui est le décalque de la fracture sociale.

Indicateurs	Pop. 0 à 19 ans (% du total)	Chômage (en %)	PIB euros/Hab./an
Guadeloupe	31,7	25,7	9 200
Guyane	43,2	25,8	6 000
Martinique	29,5	26,3	10 000
Nouvelle-Calédonie	39,6	17,3	8 000
Polynésie	42,6	13,2	8 000
Réunion	36,2	42,1	4 300
<b>Métropole</b>	<b>24,6</b>	<b>9</b>	<b>22 700</b>

Les luttes qui se sont déroulées au début de l'année 2009 en Guadeloupe, en Martinique et à la Réunion ont été saluées comme les plus longues et les plus massives de ces dernières années. Elles manifestaient une colère devant l'accumulation des injustices, l'accroissement des inégalités, la cherté de la vie. Les revendications exprimées contre la « pwofitasyon » sont des revendications sociales porteuses de revendications anticoloniales.

*Annexe 5 : Témoignage d'Alex Lollia, membre du Secrétariat général de la Centrale des travailleurs unis (CTU), Guadeloupe*

« Depuis la fin de l'économie de plantation et sa transformation en économie de consommation, le peuple guadeloupéen voit ses traits culturels et ses fondements sociétaux littéralement s'effondrer. La langue, la musique, la vision du monde que nous avons - tout cela est en train de disparaître sous le double rouleau compresseur de l'assimilation et de la mondialisation qui ont la tentation de créer un homme unidimensionnel. Il y a donc une réaction de survie. Les peuples sont comme des hommes, ils refusent de mourir. »

## L'ÉTAT FRANÇAIS : RÉPRESSIF ET COLONIALISTE

### 1-UNE POLITIQUE RÉPRESSIVE :

L'histoire des DOM-TOM est jalonnée de luttes sociales et/ou indépendantistes. Certaines ayant marqué la mémoire collective, notamment par le niveau de répression de l'Etat français.

*Annexe 6 : Une longue histoire de luttes et de répressions en Guadeloupe et en Martinique par Gilbert Pago*

« La mémoire des horribles traitements infligés

*aux révoltés de 1870 est encore vive dans la population. Il faut savoir que les grèves de 1900 en Guadeloupe et de 1910 en Martinique sont encore dans les souvenirs, trois générations plus tard. Souvenirs présent de ces luttes au tournant du siècle, au moment de la grande dépression lorsque le cours du sucre chutait, et que le patronat béké réduisait de plus de moitié les maigres salaires des ouvriers agricoles de la canne, des ouvriers des distilleries de rhum et des usines à sucre. La répression fut terrible et engendra des tueries dans les rangs des travailleurs.*

*On retrouve les mêmes oppositions entre travailleurs et békés au moment de la grande crise de 1929 (une fois passée la prospérité due à la Première Guerre mondiale) et de ses conséquences aux Antilles, avec les impressionnantes marches de la Faim dans toute la Caraïbe, mais aussi à Pointe-à-Pitre en 1930 et à Fort-de-France en 1935. A ces moments forts, les ouvriers agricoles et d'usines ont investi, avec femmes et enfants, les deux grandes villes pour s'opposer aux baisses de salaires massives et à la cherté de la vie. Il existe encore des témoins de ces moments de forte intensité sociale, il y avait d'un côté les békés soutenus par les gouvernements coloniaux et leur soldatesques, et de l'autre les travailleurs noirs. Faire croire aujourd'hui que les grévistes et les manifestants font preuve de racisme, c'est faire fi de tout ce contentieux et nier le relent de racisme et de comportement hautain et répressif du patronat antillais.*

*Plus récemment, pendant la Deuxième Guerre mondiale, sous l'administration de Vichy dirigée par le maréchal Pétain, avant que les populations antillaises ne se soulèvent en avril et juin 1943 pour entrer en dissidence, l'amiral Robert en Martinique et le gouverneur Sorin en Guadeloupe*

installèrent à la tête des municipalités, en 1941, des békés dont une grande partie eut tôt fait de mettre en place des administrations ségrégationnistes. Dès lors, les préjugés raciaux se revigorèrent. C'est alors que les populations antillaises se convainquirent que ces gens étaient nostalgiques de l'esclavage et des « incorrigibles ». Lorsque les Guadeloupéens vous parlent de « An tan Sorin » et les Martiniquais « An tan Robè », il s'agit d'un contentieux qui ne passe pas.

Au lendemain du second conflit mondial, les békés engloutirent toutes les subventions de l'Etat colonial, non pour moderniser l'outillage industriel mais pour se reconvertir dans d'autres spéculations, faisant mourir une trentaine de leurs usines à sucre et des centaines de leurs distilleries de rhum, mettant au chômage les masses ouvrières agricoles et engendrant un exode rural massif et aussi l'émigration vers la France.

A partir des années 1960, les békés se lancèrent dans la grande distribution en ouvrant leurs capitaux aux groupes français (Prisunic et autres enseignes) et en renforçant leur système bancaire pour contrôler le crédit aux Antilles-Guyane.

Moule 1953, Danjoie 1964 et Pointe-à-Pitre 1967 en Guadeloupe, décembre 1959 à Fort-de-France, 1961 au Lamentin, février 1974 à Chalvet en Martinique sont des événements terriblement sanglants qui jalonnent le long martyrologue des classes ouvrières des deux pays. Car face à l'impressionnante puissance des békés, alliés et sous contrôle de plus en plus important des groupes internationaux, les classes ouvrières antillaises n'ont jamais cessé de se battre. »

#### Annexe 7 : la répression en Kanaky

Les arrivées très brutales des migrants en Kanaky se sont toujours faites au détriment des premiers habitants de l'île. Les Kanaks vont, dès le XIXème siècle se rebeller, comme en juillet et août 1878 où un groupe de guerriers sous l'autorité du chef Ataï (véritable mythe contemporain) attaquèrent un poste militaire suscitant une répression qui fera plus d'un millier de morts parmi les indigènes et la déportation de nombreux Kanaks dans les îles avoisinantes pour rétablir l'ordre public.

Les années 1970-1980 sont marquées par de nombreux affrontements entre les Kanaks et l'Etat français. La tension s'avive quand, en 1984, les différentes factions du front indépendantiste s'unissent au sein du FLNKS, le Front de libéra-

tion nationale kanake et socialiste. Les élections territoriales de 1984 sont l'occasion d'une radicalisation. Les indépendantistes menacent le déroulement du scrutin, obligeant la gendarmerie à protéger les lieux de vote. La faction armée d'une partie du mouvement, mené par Eloi Machoro déclare une partie de la commune de Thio zone libérée, les gendarmes sont désarmés et la communauté européenne doit fuir. La réponse est organisée dans la nuit du 4 au 5 décembre 1984 par une poignée d'extrémistes caldoches qui assassinent une dizaine d'indépendantistes à Hienghène. Le 13 janvier 1985, Eloi Machoro, responsable des opérations de sécurité au sein du « gouvernement provisoire de Kanaky », est tué lors d'une rixe avec une unité du GIGN. Au total se sont plus de vingt morts qui sont comptabilisés pendant les six premiers mois de 1985. Le statut Pons va tenter de répondre favorablement à la peur de la province sud. Il indemnise les victimes, essentiellement européennes, et réduit les pouvoirs des provinces aux mains des Kanaks. En 1987, l'acquittement par la justice des assassins de Hienghène, pousse à la révolte l'ensemble de la province nord. La presse parle de « caricature de justice coloniale » et Jean-Marie Tjibaou (devenu en 1977 président de l'Union calédonienne) en appelle ouvertement à une stratégie d'auto-protection de la communauté kanake.

Le 22 avril 1988, une vingtaine de Kanaks attaque une gendarmerie à Fayaoué, tue quatre militaires et en kidnappe vingt autres, enlevés dans une grotte sur l'île d'Ouvéa. La réaction de l'Etat est immédiate. Des troupes d'élite de la gendarmerie vont utiliser des méthodes qualifiées de tortionnaires, pour apprendre des habitants la localisation des otages. Le 5 mai, elles donnent l'assaut et exécutent dix-neuf Kanaks alors que deux gendarmes trouvent la mort dans l'opération. Le nouveau gouvernement socialiste signe un mois et demi plus tard les accords de Matignon entre Rocard, Lafleur (RPCR) et Tjibaou. Au sein du FLNKS, certaines tendances, réunies dans le Front uni de libération kanake (FULK), critiquent cet accord entre « l'esclave et son maître » qui repousse de dix ans le destin politique de la Kanaky, l'indépendance. Le 5 mai 1989, Jean-Marie Tjibaou est assassiné par un proche du FULK.

Les accords de Nouméa, signés en mai 1998 relancent le processus. Le préambule de l'accord reconnaît que « la colonisation a porté atteinte à

*la dignité du peuple kanak » et qu'il faut « la pleine reconnaissance de l'identité kanake ». Mais le texte prévoit le maintien de la domination coloniale pour au moins vingt ans, et des transferts de pouvoirs pendant la période transitoire. Depuis sa signature, plus de 10 000 métropolitains se sont installés sur le territoire, véritable recolonisation contribuant à marginaliser les Kanaks et à vider de sens les promesses de rééquilibrage des emplois en leur faveur. Les transferts de compétences n'ont pas eu lieu concernant le schéma minier, le droit civil et commercial, les principes directeurs de la propriété foncière, l'enseignement du second degré, les signes identitaires, le nom du pays, le drapeau, l'hymne, la devise, etc. La droite coloniale étant majoritaire, elle bloque ces mesures au congrès du territoire. L'arrivée de Sarkozy ne fait que la renforcer dans sa détermination à barrer la route à l'indépendance.*

*En effet, la répression continue.*

*Depuis le début de l'année 2009, 13 journées de grève générale ont eu lieu ainsi que des conflits « de longue durée » comme à Ponérihouen-Ambulance (20 mois), à Carsud-Véolia (14 mois), à TDF (6 mois). Dans ce contexte, sur l'initiative de l'appareil d'Etat et de la justice coloniale française des arrestations musclées, des emprisonnements à titre préventif, des condamnations à de la prison ferme ont touché des militants, des dirigeants, du principal syndicat indépendantiste de Kanaky, l'USTKE. Cette organisation dérange beaucoup de monde parmi la classe politique calédonienne.*

## **2- DES PRIVILÈGES ACCORDÉS AUX UNS FACE À DES DISCRIMINATIONS RÉSERVÉES AUX AUTRES :**

Parmi les exemples d'inégal traitement entre les populations originaires des DOM-TOM et les personnes originaires de métropole, il y a la question des fonctionnaires. Les fonctionnaires d'état d'origine métropolitaine voient en effet leurs salaires augmentés s'ils sont mutés dans les DOM-TOM. A l'inverse, les populations originaires des DOM-TOM arrivées sur le territoire métropolitain sont souvent discriminées. Dans les années 60, pour combler le manque de main d'œuvre, l'installation en métropole d'antillais a été favorisée. Ils ont principalement occupé des postes de catégorie C de la fonction publique, c'est à-dire des emplois considérés subalternes et mal payés avec de très faibles compensations (2 mois de vacances l'été, une fois tous les 2 ans par exemple).

## **3- LA STRATÉGIE DE LA DIVISION :**

Elle passe par une immigration choisie, le maintien de migrants isolés ou en camp fermé (les vietnamiens en Guyane) ou le refoulement aux frontières des voisins, notamment les populations fuyant la misère (des haïtiens, des dominicains se rendant en Martinique ou en Guadeloupe ; des brésiliens ou sud-américains rejoignant la Guyane).

Cette politique répressive d'immigration qui s'applique jusqu'aux DOM-TOM, avec la fermeture des frontières entre des îles ou des pays voisins remet en cause les échanges courants voire traditionnels des populations. Depuis 1995, le « visa Balladur » empêche les Comoriens de circuler librement entre Mayotte et les autres îles de l'archipel, séparant les familles, multipliant les expulsions illégales (13 000 en 2008) et les centres de rétention indignes. La marine française pourchasse les bateaux de « ces clandestins », qui ne franchissent pourtant aucune frontière. Entre les Comores et Mayotte on estime à environ 2000 à 3000 morts tous les ans dans le canal du Mozambique.

### *Annexe 8 : Centres et locaux de rétention administrative - Rapport 2007 de la CIMADE en Guyane*

*« La situation géographique de la Guyane, séparée du Surinam et du Brésil par deux fleuves, grandes voies de communication, et située au cœur d'un espace où la libre circulation est une tradition ancestrale des peuples amérindiens, rend la mise en œuvre de la politique migratoire de la France quasiment impossible. Elle se fait donc par l'application d'une législation d'exception tant au niveau des contrôles d'identité que des reconduites à la frontière et par des violations fréquentes des droits fondamentaux des personnes. En métropole, lorsqu'une personne étrangère fait l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, elle dispose de 48 heures pour contester cette mesure devant le tribunal administratif, et la reconduite ne peut être exécutée avant la fin de ce délai de 48 heures si elle n'a pas exercé son droit de recours, ou avant le prononcé du jugement du tribunal administratif si un recours a été enregistré. Or, le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda) prévoit expressément que ces dispositions ne sont pas applicables en Guyane. Les arrêtés de reconduite à la frontière, rédigés par les services interpellateurs mais signés par la préfecture de Guyane peuvent être contestés devant le tribunal administratif de Cayenne*

*dans les deux mois qui suivent leur notification, mais ce recours n'est pas suspensif de l'exécution de ces mesures d'éloignement. »*

#### **4- PILLAGE DES RESSOURCES, DESTRUCTION DE LA BIODIVERSITÉ :**

La France appartient au petit club dit « méga divers » c'est-à-dire un pays qui héberge une grande part de la biodiversité mondiale. Avec les DOM-TOM, la France est présente dans 4 des 34 points stratégiques de la biodiversité mondiale (Caraïbes, Océan Indien, Polynésie et Nouvelle-Calédonie). Elle abrite également en Guyane, plus de 7 millions d'hectares de forêt tropicale, et dans les Terres Australes et Antarctiques, les communautés d'oiseaux marins les plus diversifiées au monde. Le domaine maritime français outre-mer comprend à lui seul 10% des récifs coralliens et lagons de la planète, et 20% des atolls. Au total, sur une superficie équivalente à 0,08% de toutes les terres émergées, ce sont plus de 3450 plantes vasculaires (qui possèdent des vaisseaux conducteurs) et 380 vertébrés qu'on ne trouve nulle part ailleurs, soit davantage que dans toute l'Europe continentale.

Mais les DOM-TOM illustrent aussi la crise actuelle de la biodiversité. On recense dans ces territoires 60 fois plus d'extinctions globales d'espèces qu'en métropole. De nombreux habitats naturels sont maintenant réduits à quelques lambeaux qui subissent toujours de fortes menaces. La France est au 9ème rang des pays qui hébergent le plus d'espèces menacées (avec plus de 700 espèces menacées) dont 96 % se trouvant dans les DOM-TOM.

Or les financements publics continuent à encourager des modèles de développement destructeurs pour l'environnement et pour les populations. Les avantages financiers (la défiscalisation notamment) accordées aux transnationales encouragent les activités ayant de lourdes conséquences sur l'environnement et sur les populations.

#### *Annexe 9 : Exploitation des territoires au profit des multinationales*

*Exemple en Nouvelle Calédonie : La Nouvelle Calédonie détient 25% des réserves mondiales connues de Nickel (qui permet la fabrication de l'acier inoxydable). Vale INCO est une entreprise créée afin d'exploiter le gisement de Nickel du plateau de GORO (sud de l'île), mine d'abord canadienne rachetée par des brésiliens. La construc-*

*tion de cette mine a représenté des centaines d'hectares de forêt détruite, l'installation d'un port à baie profonde (pour les porte-conteneurs) tout près d'un site corallien unique au monde. Les déchets liquides sont déversés directement dans l'eau tandis que pour les déchets solides, ils sont stockés dans un bassin de décantation gigantesque de 1km<sup>2</sup> sur 80 mètres de profondeur.*

*Le 1er accident écologique a eu lieu le 1er avril 2009. L'eau a été polluée à l'acide sulfurique avec 2500 litres concentrés à 98% déversés dans la mer près d'un massif corallien.*

*La France a accordé des exonérations fiscales gigantesque (100 millions d'euros sous forme de défiscalisation) avec l'argument que cette mine allait créer des emplois. En outre, aucun centre de soin n'existe pour traiter les grands brûlés, centre indispensable au vu des risques.*

*Exemple en Guyane : La Guyane est un des lieux de la planète le plus riche au monde en biodiversité. C'est aussi un des territoires sud-américain recelant de l'or. L'or primaire (dans la roche) ou l'or alluvial (dans les fleuves) y est présent de façon très diffuse et souvent en faible quantité. Son exploitation suppose de traiter de grandes quantités de terre ou d'eau, avec des méthodes qui génèrent d'importants impacts sur les écosystèmes et la santé humaine en particulier à cause de l'utilisation du Mercure et du Cyanure (utilisés pour amalgamer l'or). Les populations amérindiennes sont les plus touchées car elles consomment dans leur système alimentaire l'eau et les poissons des rivières polluées. Les cancers et malformations sont en très forte augmentation.*

*De grandes menaces pèsent autour du projet d'une gigantesque mine d'or construite par l'entreprise CAMBIOR. Cette mine sera à ciel ouvert, dans un parc régional de Guyane, le long de la réserve naturelle de Kaw. Pour l'exploitation de la mine, a été construite une piste d'accès qui traverse une zone de droit d'usage des amérindiens Palikurs (les zones de droit d'usage sont des territoires attribués par l'Etat à des communautés pour leurs activités de subsistance). La multinationale canadienne, initiatrice du projet, sollicite (comme préalable à son installation) des exonérations de l'octroi de mer, de l'impôt sur les sociétés, de la taxe foncière. Elle aura 28 millions d'euros de subventions.*

**5- LES DOM-TOM : DES « PARADIS TOURISTIQUES » ?**  
Les DOM-TOM constituent des espaces récréatifs,

des usines à rêves. Le tourisme y constitue une activité économique majeure. L'essor de cette dernière date d'une quarantaine d'années.

Sous d'apparentes similitudes – l'insularité (hormis la Guyane) et la situation en zone tropicale (excepté Saint-Pierre-et-Miquelon)- les DOM-TOM ne sont pas tous des destinations touristiques bien que l'activité touristique y occupe une part de plus en plus importante de l'activité économique. La Guadeloupe, la Martinique et la Polynésie française ont construit une notoriété touristique certaine fondée sur l'exotisme et le balnéaire. Le tourisme occupe une place croissante à la Réunion, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie (Kanaky), il reste encore marginal à Mayotte, Wallis-et-Futuna et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'activité touristique permet aux grands groupes des spéculations immobilières que les pouvoirs publics soutiennent à travers des défiscalisations notamment.

#### *Annexe 10 : le tourisme en Martinique par Gilbert Pago*

*« Un des secteurs dont on a beaucoup parlé à la fin de l'année 2008 : l'hôtellerie dont les travailleurs et les travailleuses (les plus nombreuses) ont vu leur sort s'empirer. La crise que connaît l'hôtellerie ne tombe pas du ciel...Le choix de l'industrie du tourisme, dans sa conception originelle, ne s'inscrivait pas dans une perspective de développement global. Jamais au tournant des années 1960, la politique touristique n'a été pensée et positionnée comme devant être une locomotive en termes de débouchés pour d'autres secteurs (agriculture, pêche, artisanat, activités culturelles et patrimoniales...). On est face aujourd'hui à un véritable désastre et les cris d'orfraie que poussent ceux qui accusent le mouvement social de détruire l'économie ne parviendront pas à faire croire que ce sont les grévistes qui ont créé la situation suivante que leurs syndicats, dont la centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT), ne cessent de combattre.*

*A Sainte Anne, dans le sud de l'île, le Caritan est vendu en pièces détachées, bungalow par bungalow ; le site se dégrade car les copropriétaires n'ont pas les moyens de payer un bon entretien ni un syndic performant. Il y a peu de touristes dans ce qu'il reste de l'hôtel, avec un service indigent et qui fermera bientôt. Toujours à Sainte Anne, Anchorage vient d'être mis en liquidation et est déjà*

*vendu en menus morceaux ; il y aura moins de touristes puisque pas d'accueil organisé aux abords d'une des plus belles plages du pays. On pourrait se réjouir et dire que l'on pourra mieux protéger l'environnement. Ce ne sera pas le cas car cette parcellisation avec des copropriétaires désireux de faire du retour sur investissement favorisera la bétonisation du site et surtout le rajout de bicoques pour mieux entasser les vacanciers [...].*

*Aux trois Ilets, l'ex-hôtel Méridien qui avait accueilli la conférence Giscard-Ford en 1976, est devenu le Kalenda après de multiples déboires. Sous prétexte de le réparer les nouveaux propriétaires ont cyniquement démoli la structure principale et rendu machiavéliquement inutilisable le cadre. Ils vont, si personne ne fait rien, transformer le site en logements résidentiels de luxe en prise directe sur la plage et avec vue paradisiaque sur la baie de Fort-de-France. C'est un plan mûrement réfléchi, puisqu'il s'agira du prolongement de l'opération juteuse menée sur la Pointe du Lazaret, patrimoine historique militaire dont on réalise aujourd'hui que la mise en déshérence a été voulue pour mieux le brader à des promoteurs cupides et sans foi ni loi.*

*A Sainte Marie, l'hôtel Primerêve rebaptisé en 2003 Domaine de Sainte Marie, lui qui devait redynamiser le Nord-Atlantique, s'est lancé dans la transformation de ses chambres en résidences touristiques, avec bien sûr un plan social : locution qu'il faut traduire par licenciements.*

*A Basse-Pointe, l'habitation le Leyritz est fermée et tombe en ruines. Son superbe parc est livré à la jachère et aux mauvaises herbes. C'est un élément essentiel du patrimoine architectural de notre Martinique. Ce fut l'autre lieu prestigieux assigné à la rencontre Giscard-Ford. Ce fut le cadre d'un excellent festival de Jazz qui n'a tenu que 3 ou 4 saisons [...]*

*Il y avait eu des protestations syndicales et des luttes pour s'opposer aux opérations de spéculations immobilières liées aux différentes lois de défiscalisation, la mise en chômage de centaines de gens, la vente à l'encan de la Martinique par des affairistes, la destruction du patrimoine écologique, architectural, historique et militaire. »*

***Les DOM-TOM constituent donc des espaces de domination politique et d'exploitation économique mais aussi des territoires d'une intense fantasmagorie exotique.***

## **LE COLONIALISME AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS**

### **1- LES DOM-TOM PERMETTENT À LA FRANCE DE MAINTENIR SA PUISSANCE DANS LE MONDE.**

Derrière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la France est la troisième puissance maritime au monde. Les DOM-TOM ne représentent à peine que le quart du territoire métropolitain (si on exclut l'Antarctique). Mais les zones économiques de 200 milles marins (ZEE : espace maritime, propriété d'un état, s'étendant jusqu'à 370 km des côtes) qui entourent ces terres (presque toutes insulaires) représentent en effet un espace maritime exploitable de presque 11 millions de km<sup>2</sup> (34 000 km<sup>2</sup> pour la métropole).

Cette présence française se manifeste logiquement par une présence militaire disséminée sur les trois Océans Atlantique, Indien et Pacifique.

Les principales bases militaires sont :

- En Polynésie : à Papeete, à Mahina, à Atuona, à Hao et à Tubuai. Il existe aussi une zone interdite Mururoa et Fangataufa, où ont eu lieu jusqu'en 1996, les essais nucléaires français. Au total entre 1966 et 1996, 46 essais nucléaires aériens et 146 essais souterrains ont été réalisés en Polynésie. Ces derniers ont été réalisés dans les sous-sols et sous les lagons des atolls de Moruroa et Fangataufa.

- En Nouvelle-Calédonie : à Nouméa (Pointe Chaleix), à Koumac et à Koné.

- En Guyane : à Cayenne et à Saint Jean du Maroni. Le centre de lancement de satellites de Kourou est essentiel pour les ambitions spatiales européennes. Dans la forêt tropicale est aussi installée une « école de la jungle » gérée par la légion, où viennent s'entraîner des unités d'autres pays.

- En Guadeloupe : à Pointe-à-Pitre et à Javry

- En Martinique : à Fort de France.

- A la Réunion : à Pierrefonds, à Saint Denis et à Saint Pierre.

- A Mayotte : à Combani, cette base militaire est un poste de surveillance important pour l'impérialisme français à l'entrée du canal du Mozambique, entre Madagascar et l'Afrique, par où transite une grande partie du pétrole mondial.

*Annexe 11 : Le centre d'expérimentation du Pacifique (1966-1996)*

*Les expérimentations nucléaires françaises ont été réalisées à des milliers de kilomètres de la métropole, prouvant ainsi que les responsables en*

*connaissaient le degré de dangerosité. C'est donc volontairement que des populations de pays colonisés ont été exposées à des radiations et d'immenses territoires sont désormais contaminés durablement.*

*La France a effectué 193 essais nucléaires en Polynésie entre 1966 et 1996, dont 41 atmosphériques. La période des essais atmosphériques (1966-1974) a été particulièrement nocive en raison des retombées radioactives qui ont été mesurées par des laboratoires néo-zélandais et australiens aux limites de la Polynésie. Suite aux expertises réalisées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le ministère de la Défense français a reconnu que plusieurs expériences avaient dépassé les doses admises. En outre, plusieurs accidents ont été signalés, dont l'un des plus graves est celui du 5 juillet 1979, lors de l'explosion de la cuve Meknès sur l'atoll de Mururoa.*

*En Polynésie, l'opposition aux essais nucléaires s'est manifestée dès l'implantation des sites sur les atolls de Mururoa et Fangataufa. Le début des années 1970 a été marqué par de grandes manifestations d'opposition à Tahiti et dans les pays du Pacifique. En 1995, l'annonce par le président Jacques Chirac de la reprise des essais nucléaires a été marquée par un immense mouvement de protestation mondial.*

*Le 2 juillet 1966 a lieu le premier essai nucléaire aérien sur l'atoll de Moruroa (Polynésie). Deux ans plus tard, le 24 août 1968, a lieu le premier essai d'une bombe H sur l'atoll de Fangataufa.*

*Après la défaite de Gaston Flosse (UMP) en 2004 et l'arrivée au pouvoir de l'opposant Oscar Temaru, une commission d'enquête locale a été créée. Celle-ci confirme les craintes d'Aven (Association des vétérans des essais nucléaires) et de Moruroa e Tatou (Moruroa et nous), deux associations de victimes nées en 2001. Le rapport, publié en février 2006, montrerait que chacun des essais de 1966 et 1967 aurait provoqué des retombées radioactives sur les archipels habités de la Polynésie française; même Tahiti aurait été touché le 17 juillet 1974 (avec des taux de radioactivité de six à sept fois supérieures à la normale). La lutte des victimes se concentre sur la reconnaissance des dégâts, la prise en charge des soins et l'obtention d'indemnités. (Brochure à finir...)*

## **QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LES MOUVEMENTS ET LES ORGANISATIONS ANTICOLONIALISTES DANS LES DERNIÈRES COLONIES FRANÇAISES. PAR ALAIN C**

La domination et l'exploitation coloniales ont, de tout temps, provoqué dans tous ces territoires comme ailleurs des révoltes la plupart du temps réprimées dans le sang et ce tout au long du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle. Chaque peuple conserve dans sa mémoire le souvenir de ces répressions et de ses martyrs.

Ces révoltes, même écrasées, ont souvent forcé le colonisateur, pour conserver sa domination, à s'adapter, à manœuvrer, à accepter quelques réformes qui ont pu apporter quelques améliorations aux conditions de vie du peuple et créer, parfois, quelques illusions.

Mais il est toujours rapidement apparu que ces réformes ou les évolutions statutaires conduisaient au maintien pur et simple du pouvoir central «métropolitain», de l'exploitation coloniale, à la négation de la langue et de la culture propres à ces peuples.

Il en est ainsi de l'évolution du statut de la Nouvelle-Calédonie ( suppression du code de l'indigénat , liberté de circulation et d'installation pour les Kanak entre 1944 et 1946, statut de TOM en 1957 remis en cause, de fait, en 1963 et 1968) comme de l'établissement de la départementalisation aux Antilles, en Guyane et à la Réunion, obtenue par la gauche, et plus particulièrement par le PCF en 1946 au nom de l'égalité et de la justice sociale et qui a maintenu le pouvoir des békés descendants des propriétaires d'esclaves, en connivence avec l'administration centrale.

Ce sont alors développés, dans les années 60, des mouvements anticolonialistes certains purement nationalistes, d'autre liant plus clairement l'anticolonialisme et la lutte de classe.

En Nouvelle-Calédonie, l'action politique indépendantiste est née à la fin des années 1960 par la création de deux groupes d'extrême gauche, les Foulards rouges et le Groupe 1878 qui en fusionnant en 1975 donneront le PALIKA longtemps considéré comme la composante la plus à gauche du mouvement indépendantiste. Pendant la même période sous l'impulsion de Jean-Marie Tjibaou et d'Eloi Machoro, l'Union Calédonienne, autonomiste, choisit en 1977 l'option de l'indépendance et

théorise le concept d'Indépendance kanak socialiste qui va permettre de regrouper la plupart des organisations indépendantistes dans le FLNKS en 1979.

Après la signature des Accords de Matignon le 26 juin 1988, l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné le 4 mai 1989 et l'Accord de Nouméa du 5 mai 1998, le FLNKS se lance dans la gestion des institutions provisoires et son unité va rapidement éclater, le référendum sur l'indépendance est sans cesse repoussé, la colonisation de peuplement se renforce. L'USTKE, syndicat devenu indépendant du FLNKS en 1989 va progressivement s'en éloigner et créer en 2008 le Parti Travailleuse qui veut porter un projet fondé sur une autre répartition des richesses, le respect de la tradition kanake et l'indépendance.

Aux Antilles, les partis communistes de Martinique et de Guadeloupe créés en 1957 et 1958 sont désormais partisans de l'autonomie, tout comme le Parti Progressiste Martiniquais fondé en 1958 par Aimé Césaire après sa démission du PCF.

Ils sont confrontés dans les années 60 à la naissance et au développement du mouvement indépendantiste, en général d'inspiration maoïste ou guévariste (UPLG et MPGI en Guadeloupe, MIM et Conseil National des Comités Populaires -CNCP- en Martinique).

En Guadeloupe les massacres de 1967 et le procès des militants du GONG (groupement des organisations nationalistes de la Guadeloupe) en sont les événements fondateurs et un point de référence toujours vivace.

Ce mouvement va culminer en 1985 avec la 1<sup>ère</sup> conférence des dernières colonies françaises en Guadeloupe à laquelle participent des représentants de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, et de Kanaky (FLNKS). Puis il va décliner, certaines de ces organisations vont s'insérer dans le jeu institutionnel comme le MIM dont le dirigeant Alfred Marie-Jeanne est aujourd'hui député et Président du Conseil Régional, d'autres perdre de leur influence. Mais il laissera des traces par la création de syndicats indépendantistes de lutte de classe comme l'UGTG et de nombreuses associations culturelles qui ont grandement participé à la prise de conscience anticolonialiste. Dans la même période se créent des groupes comme Combat Ouvrier (membre de l'UCI comme LO) qui va contribuer à la reconstruction de la CGTG et de

la CGTM, le GRS (membre de la IV<sup>e</sup> internationale) ou l'Alliance ouvrière et paysanne (lambertiste aujourd'hui influente dans l'UGTG).

A la Réunion, le PCR, principal parti politique de l'île, parfaitement intégré dans tous les rouages, les institutions de la départementalisation, a réussi jusqu'ici à juguler toutes les tentatives de développement d'organisations anticolonialistes ou de luttes de classe. Le PCR vient par ailleurs de provoquer et de chapeauter à Mayotte à l'occasion des élections européennes, la création d'une Fédération des Partis Progressistes de Mayotte qui

a pour objectif de «promouvoir la reconnaissance de Mayotte comme 5<sup>ème</sup> Région Ultrapériphérique française de l'Union Européenne».

A noter cependant, dans ce contexte particulier que Maron (Mouvement pour une alternative réunionnaise à l'ordre néolibéral) créé en 2002 devenu en 2008, avec d'autres apports venant du PCR notamment, le NPA Réunion a été un élément actif du COSPAR (Collectif des organisations syndicales et politiques de La Réunion contre la vie chère).

## RÉSOLUTION ADOPTÉE: LE NPA ET LES DERNIÈRES COLONIES FRANÇAISES (« DOM-TOM »)

Considérant la nature impérialiste et coloniale de la présence de l'Etat français dans les territoires non-hexagonaux, le NPA se prononce pour l'autodétermination des peuples des dernières colonies françaises, officiellement dénommées « DOM-TOM », c'est à dire Départements, Territoires, Collectivités et Pays d'outre-mer.

L'exercice effectif de cette autodétermination ne peut être une conquête démocratique qu'en rupture avec la puissance coloniale qui n'a aucune légitimité à décider du sort des peuples qu'elle colonise. Il ne peut être que le résultat d'une modification radicale du rapport des forces entre colonisés et colonisateurs, permettant aux peuples opprimés de faire valoir leurs droits.

Aux Antilles, en Kanaky, les capitalistes colonisateurs ont construit des systèmes économiques pour le profit des compagnies et entreprises de la métropole, appuyés par la présence des colons installés sur place. Les populations autochtones ou descendantes d'esclaves formant une masse laborieuse exploitée économiquement, discriminée.

Le mouvement du LKP a permis de mettre clairement en avant cette situation.

En conséquence, le NPA doit avoir trois préoccupations comme parti politique de la métropole impérialiste :

1/ développer en son sein et dans sa presse une vision indépendante, anticolonialiste et anti-impérialiste....

2/ populariser les positions, assurer de sa solida-

rité, les mouvements anticolonialistes qui luttent dans les DOM-TOM contre la présence française et les mécanismes de domination

3/ nouer des liens privilégiés avec les organisations anticolonialistes qui situent leur action sur le terrain de l'autodétermination et de la lutte anticapitaliste. Ce sont à ces organisations de déterminer leurs objectifs, leurs revendications et leurs liens avec le NPA. En ce sens, le NPA noue des liens avec ces organisations, ne prend pas d'adhésion NPA et ne crée pas de « sections NPA » dans ces territoires.

Lorsque apparaissent des convergences et des solidarités politiques, reconnues de part et d'autre, il peut être envisagé la participation réciproque à des réunions d'instances de direction, l'organisation d'activités politiques communes.

De plus, sur le territoire hexagonal, le NPA favorisera aussi les actions permettant que les populations en provenance de ces territoires puissent dans des organisations sociales spécifiques, ainsi que dans les syndicats, défendre leurs intérêts et la satisfaction de revendications spécifiques aux salariés de ces pays.

**POUR : beaucoup ; CONTRE : 5 ; ABSTENTION : 13 ; NPPV : 5**